

la FDSEA 45 et les JA du Loiret, le 9 février afin que le gouvernement cesse son jeu de dupes

[illegible]

tagne des personnes passives. Une absurdité profonde ! On demande aux éleveurs de monter en gamme, mais je ne vois pas comment ces derniers peuvent faire des investissements s'ils n'ont plus d'argent. Même si je suis dans la majorité natu-

gence dans le syndicalisme, ça ne fonctionne pas ! Désormais, nous sommes obligés de durcir le ton. Alors tenez-vous prêts la semaine prochaine, il vous faudra aller chercher vos voisins, et que tous les électeurs concernés se mobilisent fortement ».

Gouvernement ne peut plus tergiverser. Les négociations à Bruxelles doivent aboutir; les bons critères doivent redessiner la bonne carte, et l'Etat doit assumer ses engagements financiers.

Exemple avec le cas de la

Enfin, si l'Etat a besoin de critères socio-économiques pour suppléer le manque de bons sens et justifier une décision politique légitime, ces critères existent. Le maintien d'une exploitation agricole est différent dans sa section et la classification en zone défavorisée simple est un enjeu économique important. Des critères spécifiques peuvent être définis dans ce secteur et la Sologne dans le zonage à la déprise agricole, la proportion forêts/terres cultivées ou même l'éloignement des exploitations.

Enfin, l'histoire et les engagements européens précédents obligent la France au maintien de la Sologne et la Puyaise en ZDS et les critères socio-économiques européens la justifient.